

# La crise du système politique italien par des observateurs socio-politiques nationaux

par Domenico ROSSETTI DI VALDALBERO

Licencié en Sciences Politiques de l'Université Catholique de Louvain  
Maître en Société, Science et Technologie (ESST) de l'Université Catholique de Louvain

En Italie, la transformation d'anciens partis politiques et la création de nouveaux, les alliances politiques qui se forment parfois pour quelques heures et la lire qui atteint des abysses historiques reflètent toujours la même réalité: l'instabilité politique italienne. Dans cet article, il s'agira plus de montrer ce qui a conduit à l'effondrement du vieux système politique italien que d'énumérer les détails de l'actualité la plus récente.

Le chaos de l'actuelle situation politique de la péninsule nécessite que l'on en expose les causes les plus profondes.

Pour de nombreux auteurs, la crise italienne<sup>1</sup> commence en 1990-1991, quand les effets de la chute du mur de Berlin se ressentent dans la politique italienne. Par la présence du plus puissant parti communiste d'Europe, le système politique italien a été, plus que tout autre système politique occidental, conditionné dans son fonctionnement par la guerre froide. C'est lui le premier qui verra sa stabilité intérieure rompue. La situation de bipartisme imparfait<sup>2</sup> que connaissait l'Italie depuis la fin de la seconde guerre mondiale allait se voir modifiée par la transformation du Parti Communiste Italien (P.C.I.) en Parti Démocratique de la Gauche (P.D.S.). Sous la houlette de son secrétaire A. Occhetto, le P.D.S. naît au vingtième et dernier congrès du P.C.I. à Rimini en février 1991.

La Démocratie Chrétienne (D.C.), l'autre grand pilier de la politique italienne, est menacée par la disparition du P.C.I. En effet, elle perd sa force principale qui résidait dans sa fonction de barrage anticommuniste. Le système politique italien "bloqué" (sans alternance depuis 1945) se voit ainsi déstabilisé au début des années 90.

Durant cette même période, le second élément perturbateur du système politique italien est constitué par une tendance qui prend une ampleur sans précédent: la "transversalité", c'est-à-dire la formation d'alliances sur des thèmes variables transgressant les frontières politiques traditionnelles. Ce seront l'émergence de la Ligue Lombarde d'U. Bossi, du Mouvement Référendaire de M. Segni et de la Rete de L. Orlando.

Bien que ces "mouvements transversaux" aient des objectifs différents -le fédéralisme pour la Ligue, les référenda pour Segni et la lutte contre la mafia pour la Rete- ils s'accordent néanmoins tous dans leur consonance protestataire et dans leurs attaques au système politique en place (le gouvernement Andreotti de 1991

1 Selon A. MINC cité par I. MONTANELLI dans la "Voce" du 25/03/1994, "la révolution italienne est l'événement le plus important en Europe après la chute du mur de Berlin" (Nous traduisons).

2 G. GALLI dans "Il bipartismo imperfetto: comunisti e democristiani in Italia", 1966, parlait d'un bipartisme imparfait en Italie puisqu'il n'y avait ni une majorité homogène, ni une opposition capable de constituer une alternative de gouvernement. Pourtant deux partis dominaient la scène politique: la Démocratie chrétienne d'un côté et le Parti Communiste Italien de l'autre.

était composé de démocrates-chrétiens, de socialistes, de libéraux et de sociaux-démocrates).

1992 marque le début de "Tangentopoli" et de l'opération "Mains propres" menée par le "pool de Milan" représenté surtout dans l'opinion publique par le substitut du procureur de la république à Milan, A. Di Pietro<sup>3</sup>. Ce dernier met en lumière un mécanisme généralisé et parfaitement organisé d'entente financière entre le monde économique et le monde politique. Fondé essentiellement sur les adjudications de grands travaux publics, le système des pots-de-vin s'étend à l'ensemble des autorisations données par des acteurs politiques; il prend même parfois la forme d'une rente régulière octroyée par certains entrepreneurs aux bureaucraties partisans. Les partis gouvernementaux les plus puissants, D.C. et P.S.I., sont les principaux bénéficiaires de ces financements illicites mais aucune formation, de la majorité comme de l'opposition n'y est restée étrangère. Aux élections législatives des 5 et 6 avril 1992, deux mois seulement après l'arrestation de Mario Chiesa et le début de l'opération "Mains propres", les partis traditionnels chutent mais ne sont pas encore anéantis. La Ligue qui se présente comme véritable "opposition" à tous les autres partis, obtient 8,7% des suffrages et devient la quatrième force nationale, après la D.C., le P.D.S. et le P.S.I.

La crise économique n'a certainement pas joué en faveur de la classe dirigeante en place. Après une légère phase d'expansion entre 1985 et 1990, la crise a repris de plus belle<sup>4</sup> et a rendu encore plus inacceptable la corruption de la classe politique italienne. Le chômage croissant et les fortes mesures d'austérité prises successivement par les gouvernements Amato et Ciampi en 1992 et 1993 pour réduire la dette publique, ont rendu la vie encore plus difficile aux citoyens. Les milliards illicites que touchaient les politiciens sont donc devenus tout-à-fait inadmissibles.

En outre, avec la fin de la "peur du communisme", les partis gouvernementaux ne peuvent plus gérer la chose publique comme ils l'entendent sous prétexte qu'ils sont le "rempart" contre le communisme.

Les référenda institutionnels des 18 et 19 avril 1993 ne font qu'accentuer la tendance précédente qui reflète l'anéantissement des partis traditionnels. Sept des huit référenda proposés par le mouvement de Segni et les radicaux de Pannella ont comme but de réduire le pouvoir des partis, qu'il s'agisse de la modification du mode de scrutin pour le Sénat, de la suppression de certains ministères, des nominations à des postes dans le secteur bancaire ou de l'abolition de la loi sur le financement public des partis. Les conséquences les plus importantes concernent le système électoral. Le système proportionnel disparaît pratiquement de l'élection. Les trois-quarts des sièges du Sénat (238 sur 315) seront désormais attribués selon le système uninominal majoritaire à un tour, le dernier quart (77 sièges) restant pourvu à la répartition proportionnelle. Avec plus de 82% de

3 Comme le note bien A. PANEBIANCO dans le "Corriere della Sera" du 12/12/1994, il y a eu en Italie un phénomène typique des crises de régime: des "pouvoirs neutres" sont politisés, c'est-à-dire qu'ils entrent directement dans l'arène politique. Ce phénomène concerne la magistrature et la présidence de la République.

4 "Revolutions are most likely to occur when a prolonged period of objective economic and social development is followed by a short period of sharp reversal. The all important effect on the minds of people in a particular society is to produce, during the former period, an expectation of continued ability to satisfy needs -which continue to rise- and, during the latter, a mental state of anxiety and frustration when manifest reality breaks away from anticipated reality". In J.C. DAVIES, "When men revolt and why", The Free Press, New-York, 1971.

"oui" pour le changement de scrutin au Sénat, les Italiens ont bien montré leur volonté d'éliminer la partitocratie<sup>5</sup> et tous ceux qui ont profité et développé ce pouvoir "pour" les partis.

En termes eastoniens, ces référenda, plus qu'une "surcharge d'exigences", marquent le "non-soutien", la délégitimation de l'ancienne classe politique. Les élections administratives de l'été et de l'hiver 1993 le montrent à merveille. En juin, les deux principaux partis gouvernementaux (D.C. et P.S.I.) n'obtiennent ensemble que 15% des voix. En novembre et décembre, la D.C. tombe à 10% des voix et le P.S.I. disparaît pratiquement de la scène politique.

Des causes internationales (fin du communisme), de politique intérieure ("mouvements transversaux"), du pouvoir des juges de Milan (Tangentopoli), de crise économique, de l'application des référenda et de "manque de soutien" vont donc porter une série de coups décisifs à la classe politique italienne de la première République.

Tous les "excès" de la politique italienne ("politique spectacle"<sup>6</sup>, "partitocratie", "consociativisme", "transformisme") qui, selon le professeur J. LaPalombara<sup>7</sup> étaient "quasi-fonctionnels"<sup>8</sup> pour le système politique puisqu'ils permettaient à la démocratie italienne de subsister alors que les conditions y étaient très défavorables (oppositions idéologiques marquées, divisions régionales), deviennent à ce moment inacceptables. L'équilibre très particulier qui, depuis 1945, créait finalement une "harmonie politique" tenant fort bien, selon LaPalombara, se voit déstabilisé.

Les vieux politiciens s'écroulent et laissent un énorme vide politique que s'efforcent de combler à droite le Pôle des Libertés composé de la Ligue Nord, du M.S.I.-Alliance Nationale, du Forza Italia de Berlusconi<sup>9</sup>, du Centre Chrétien Démocrate (dissidents de la D.C.), des Radicaux et de l'Union du Centre Démocratique (ex-libéraux). À gauche, le P.D.S. est accompagné de Rifondazione Comunista, de l'Alliance Démocratique, des sociaux-chrétiens, des verts, des socialistes et de la Rete. Ensemble, ils forment les Progressistes. Le centre se trouve divisé entre le Parti Populaire Italien (héritier de la D.C. depuis janvier 1994) et le Pacte pour l'Italie de M. Segni.

5 G. MARANINI dans "Miti e realtà della democrazia", Comunità, Milano, 1958, donnait une connotation péjorative au terme "partitocratie". Il affirmait voici plus de 35 ans, que la pénétration de la société et du pouvoir par les partis était allée beaucoup trop loin, et qu'elle avait en fait remplacé les deux assemblées, l'exécutif et même la justice.

6 J. LaPalombara parle du goût des Italiens pour la politique "spectacle" où la politique est non seulement omniprésente, souvent d'une manière cachée ou subtile, simple ou complexe, agréable ou exécrable, mais en offrant toujours un caractère fascinant. Les rassemblements fréquents sur les places publiques et les événements quotidiens qui tendent à être politisés à l'échelle nationale et mis en lumière par les médias ne forment que quelques morceaux d'une vaste mosaïque qui confère à la politique italienne sa forme de "spettacolo".

7 J. LAPALOMBARA, "Démocratie à l'italienne", Plon, Paris, 1993.

8 Selon LaPalombara, la démocratie italienne est largement l'oeuvre d'une classe politique très décriée. Mais en dépit de toutes leurs faiblesses, ses dirigeants sont parvenus à édifier sur les ruines du fascisme et de la guerre une démocratie étonnamment solide. "Un pays qui se penche constamment au-dessus du vide sans jamais y tomber doit nécessairement, comme la tour de Pise, disposer de bonnes fondations".

9 Berlusconi a annoncé son engagement politique fin 1993 pour empêcher la victoire des gauches. Celles-ci, à la lumière des élections communales du 5/12/1993 qui avaient donné des maires progressistes aux villes de Rome, Naples, Gênes, Venise et Trieste, pouvaient en effet prétendre à la victoire en cas d'élections législatives.

Les dernières élections législatives des 27 et 28 mars 1994 donnent pour vainqueur le Pôle des libertés avec 371 députés. Les Progressistes n'en obtiennent que 213 et le Centre doit se contenter de 46 élus. La majorité absolue est donc obtenue par la droite à la Chambre des députés. Ce qui n'est pas le cas au Sénat où le Pôle des Libertés, avec ses 155 sénateurs, pourrait être bloqué par une alliance des Progressistes (122 sénateurs), du Centre (31 sénateurs) et de quelques uns des sept sénateurs à vie.

Le premier gouvernement de la "seconde République" (qui n'est pas encore née aujourd'hui!) mené par S. Berlusconi n'aura duré que huit mois (mai 1994 - janvier 1995), essoufflé par sa lutte interne opposant la Ligue aux autres partis de gouvernement. Après son retrait du gouvernement Berlusconi, la Ligue se divise: d'un côté Maroni (ancien ministre de l'intérieur) se montre favorable à la poursuite de l'alliance avec le pôle des Libertés, de l'autre Bossi, qui a tout fait pour que tombe le gouvernement Berlusconi, continue à attaquer son ancien allié de mars 1994.

En moins de deux ans, l'Italie doit à nouveau -après Ciampi en 1993- faire appel à un gouvernement technocratique dirigé cette fois par Lamberto Dini.

En cinq ans, le paysage politique italien a été complètement bouleversé. Après la transformation du P.C.I. et de la D.C., c'est l'ancien M.S.I. héritier du fascisme qui, en janvier 1995, a acquis une nouvelle identité, celle d'une Alliance Nationale (A.N.) représentant une droite démocratique menée efficacement par son secrétaire G. Fini. Quelques nostalgiques du fascisme refusent la transformation et restent dans le vieux M.S.I. dirigé aujourd'hui par Rauti.

Une forte dissidence apparaît aussi dans le P.P.I. en ce printemps 1995. Son secrétaire, le philosophe Buttiglione, après avoir joué la carte du Centre, fait part de sa volonté de s'allier à la droite du Pôle des Libertés. La réaction est immédiate: une majorité des Populaires regardant à gauche élit un nouveau responsable, G. Bianco.

Mais pourquoi et comment est-on arrivé à une telle mutation de la classe politique italienne?

Plusieurs réponses satisfaisantes sont formulées par les observateurs socio-politiques les plus directs de cette crise politique italienne.

La laïcisation de la société italienne, le manque d'alternance pacifique des partis au pouvoir, la "guerre idéologique entre forces d'Etat et forces d'anti-Etat", l'émergence de la Ligue au nord du pays ou encore les "valeurs" de la classe politique qui ne correspondent plus à celles de la société, sont parmi les plus importantes causes explicatives de cette "fin de régime" en Italie.

Le politologue L. Ricolfi<sup>10</sup> se base sur l'émergence de la Ligue pour montrer la laïcisation de la société italienne qui n'a fait que s'accroître depuis plus de dix ans.

Déjà entre 1979 et 1983, les variations de votes allaient vers une plus grande laïcisation: les laïcs (qui sont définis en Italie comme étant tous ceux qui n'appartiennent pas aux deux autres cultures secondaires que sont la catholique et la marxiste, incarnées en partis par la D.C.-P.P.I. et le P.C.I.-P.D.S.) qui se composent des socialistes, des républicains, des libéraux, des sociaux-démocrates, des radicaux et, plus récemment, de la Ligue Nord, en effet, augmentaient de 3,7%, alors que les marxistes perdaient 0,4% et les catholiques perdaient 5,9%. Ces derniers restaient néanmoins le premier parti avec 33,7% des votes adultes. Les mar-

10 L. RICOLFI, "Politica senza fede: l'estremismo dei piccoli leghisti", Il Mulino, Bologna, 1/1993.

xistes les suivaient de très près avec 33,2% et les laïcs obtenaient 25,5%.

Chez les jeunes, par contre, les laïcs obtenaient déjà la première place avec 34,3%. Venaient ensuite les marxistes (29,9%) et les catholiques (28,3%).

Aux élections de 1987, dans l'ensemble de la population, les laïcs occupaient déjà la seconde place, dépassant les partis marxistes (P.C.I. et D.P.). Trois ans plus tard, à quelques mois de distance de la chute du mur de Berlin, les partis laïcs dépassaient aussi la D.C.

Les élections de 1992 ne font qu'amplifier les tendances précédentes. Les laïcs arrivent à leur maximum historique<sup>11</sup> et ils devancent, de beaucoup, les catholiques et les marxistes.

Si l'on tient compte de cette tendance, l'"irrésistible" montée de la Ligue devient nettement plus compréhensible. La Ligue a joui de cette vague de laïcisation existant depuis plus de dix ans mais, à partir de la moitié des années 80, elle en est devenue elle-même une composante essentielle. En cette période, deux tendances très fortes commencent à se manifester dans le système politique italien: une poussée à droite et une demande d'innovation qui ne parvenaient pas à trouver de débouchés. En effet, avant l'avènement de la Ligue, le marché politique laïc n'offrait que deux options: renoncer à la poussée à droite et choisir l'innovation (les Verts et ensuite, la Rete) ou bien renoncer à l'innovation et choisir la poussée à droite (l'option pour le P.L.I. et le P.R.I.).

La Ligue, selon Ricolfi (op. cit. p. 67) comme parti laïc, modéré et nouveau, a été l'unique formation politique capable de fournir une réponse aux deux poussées de l'électorat.

	Vieux	Nouveaux
Droite	PLI PRI	Ligue
Gauche	PSDI PSI	Verts Rete
	PR	

L'élément décisif qui a permis à la Ligue de prendre son envol a été, comme le dit Ricolfi, la sécularisation "latente" de l'électorat démocrate-chrétien, ce long processus historique qui, surtout dans les zones blanches, a produit la scission entre l'identité politique et l'identité culturelle du monde catholique. Les zones blanches, au niveau politico-électoral, semblaient catholiques (votes pour la D.C.). Cependant, au niveau des comportements quotidiens (fréquentation de la messe) et des comportements moraux (éthique sexuelle, mariage), le Nord "blanc" et démocrate-chrétien ressemblait plus que toute autre zone du pays, au Centre "rouge" et sécularisé.

Voilà donc l'autre grande source du succès de la Ligue et de son "vampirisme" à l'égard de la D.C. Si la Ligue recueille des électeurs démocrates-chrétiens, ce n'est pas tant parce qu'une partie de l'électorat démocrate-chrétien n'en peut plus des

11 S'il a fallu si longtemps aux partis laïcs pour devenir majoritaire, nous devons mentionner parmi les raisons, leur faible combativité et leur caractère élitiste. Ou encore, comme le dit P. MELOGRANI dans "Dieci perché sulla Repubblica", Rizzoli, Milano, 1994, p. 124: "leur principale limite fut celle de se considérer troisième force "entre" la D.C. et le P.C.I., alors qu'ils auraient pu et dû agir "contre" le bipartisme imparfait, contre le compromis historique et les solidarités occultes qui les empêchaient d'émerger". (Nous traduisons)

partis, mais parce que le système italien dans son ensemble est en train de se séculariser. Il suffit d'observer la baisse de fréquentation des églises et le déclin d'autres pratiques religieuses.

Vu dans cette perspective, l'ascension de la Ligue apparaît plus rassurante parce que son intolérance semble très différente de celle des autres mouvements politiques de droite qui ont pris pied en Europe. Mais cette ascension, note L. Ricolfi, a aussi quelque chose d'inquiétant: c'est le prix que le système politique italien doit payer pour deux péchés fondamentaux: le premier est le retard avec lequel les partis qui occupent le même espace politique (P.L.I. et P.R.I.) ont décidé de rompre avec le passé, offrant à un électorat toujours plus laïc et conservateur une alternative au "malgoverno" des vingt dernières années. Le second péché est plus fondamental et plus ancien: beaucoup croient que la faiblesse des partis laïcs qui a caractérisé notre système politique jusqu'à la fin des années 80 n'est qu'une traduction -au niveau électoral- d'une sorte de manque de culture laïque en Italie. Il n'en va pas du tout ainsi. Les comportements familiaux, les rapports entre les forces politiques, le poids des écoles religieuses ne signalent pas du tout, dans l'immédiat après-guerre, un "déficit de laïcité" hérité du passé. Le déficit se produit dans les années suivantes avec une impressionnante vitesse dans les années 40 et, de façon plus modérée, dans les années 50.

En 1946, aux élections pour la Constituante, le poids électoral des forces laïques (le P.S.I. compris selon Ricolfi, bien que ce parti, à notre avis, ne soit devenu "laïc" qu'en 1956 au moment où il s'est détaché du stalinisme) équivalait celui de la D.C. et était presque le double de celui du P.C.I.. Quelques années après, il diminuera de plus de dix points et ne remontera au niveau de 1946 qu'au début des années 90. L'histoire de l'immédiat après-guerre est l'histoire de la destruction de la culture laïque et est, selon Ricolfi, l'autre péché que le système politique italien doit expier.

L'historien et ancien ambassadeur S. Romano<sup>12</sup> adopte une perspective historique pour montrer que les événements qui se sont déroulés en Italie entre 1990 et 1994 suivent les règles qui correspondent parfaitement aux traditions de la société politique italienne. Le renouvellement de la classe dirigeante n'advient jamais, en Italie, grâce à une alternance pacifique des partis au pouvoir mais par des changements périodiques de régime. Aujourd'hui n'est pas très différent, en substance, de ce qui arriva entre 1859 et 1861, entre 1922 et 1926 et entre 1943 et 1945. A chaque fois, le régime s'écroule sur lui-même.

Le régime s'écroule quand la plupart des adeptes et des clients l'abandonnent et se déplacent sur des positions hostiles. Les citoyens des Etats pré-unitaires qui demandent l'annexion à la monarchie constitutionnelle de Vittorio Emanuele II, avec des pourcentages supérieurs à 90% des votants, étaient encore, quelques mois auparavant, des sujets dévoués à Francesco II, Roi des Deux Siciles ou à Leopoldo II, grand Duc de Toscane. Les 17 millions d'Italiens qui votent pour la D.C., le P.S.I. et le P.C.I. aux élections pour la Constituante en juin 1946 avaient presque tous, trois ans plus tôt, la carte du parti fasciste. (Cela ne signifiant pas qu'ils étaient tous fascistes; la grande masse de la population, surtout dans les milieux catholiques était plutôt "attentiste").

Une grande partie des Italiens qui votent pour le Oui au référendum du 18 avril 1993 sur la réforme de la loi électorale du Sénat avaient certainement voté un an auparavant pour les partis traditionnels.

En Italie, une alternance démocratique de forces opposées n'a jamais existé. De 1861 à aujourd'hui, l'Italie a toujours été gouvernée par de grands blocs trans-

12 S. ROMANO, "L'Italia scappata di mano", Longanesi, Milano, 1993;



formistes<sup>13</sup> qui gardent le pouvoir en s'étendant tantôt à gauche, tantôt à droite. Les hommes alternent (Segni à la place de Fanfani, Rumor à la place de Moro, Cossiga à la place d'Andreotti, etc...) mais le bloc survit avec ténacité attirant à tous que seul un moyen existe pour participer au Gouvernement: se mettre d'accord avec le groupe dirigeant. Et S. Romano de dire qu'en politique comme en économie, les Italiens n'aiment pas la concurrence et préfèrent s'entendre pour la répartition du marché. Les blocs politiques qui ont gouverné l'Italie depuis son unité sont l'équivalent des cartels industriels, bancaires, d'assurances et professionnels qui ont régi durant la même période l'économie italienne.

La longueur de la vie des blocs au pouvoir dépend des circonstances mais les morts se ressemblent. La "particratie consociative" - dans laquelle les partis détiennent le pouvoir et sont "associés" entre eux plutôt que d'être opposés -<sup>14</sup> de la première République meurt comme le fascisme dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943.

Il n'existe pas dans l'histoire politique de l'Etat italien une opposition qui se bat contre l'autre bloc, en affaiblit les défenses, en conquiert les positions et est prête à en recueillir l'hérédité. Il n'existe pas d'opposition parce qu'entre-temps, le transformisme italien "avale" quiconque veut se répartir un peu de pouvoir. Les blocs s'écroulent sur eux-mêmes sous le poids de leurs erreurs. Il en fut ainsi des régimes pré-unitaires entre 1859 et 1861, des blocs libéraux-démocratiques entre 1922 et 1926, du fascisme entre 1943 et 1945 et aujourd'hui du régime démocrate-chrétien et de la démocratie consociative qui ont gouverné l'Italie pendant 45 ans.

En général, la cause de la mort des blocs est une guerre. Mais quel traumatisme a provoqué le soudain déclin du régime politique qui a gouverné l'Italie depuis la seconde guerre mondiale? S. Romano n'est pas convaincu par la thèse courante qui veut que la fin de la guerre froide a retiré à la D.C. et depuis 1963 au P.S.I., la "délégation" - qui les autorisait à gouverner indéfiniment - de laquelle ils étaient implicitement titulaires pour exclure à tout prix les communistes. Selon Romano, il n'est pas vrai que dans l'histoire italienne de 1947 à aujourd'hui, la D.C. a toujours gouverné pour empêcher que les communistes n'aillent au pouvoir et

13 En 1882, le Président du Conseil Depretis définissait ainsi le transformisme: "c'est la méthode par laquelle on procède à un élargissement de la base gouvernementale et/ou parlementaire en incorporant ceux qui, partant de l'opposition, sont disposés à rejoindre l'aile gouvernementale en se "transformant" eux-mêmes".

"Par transformisme, on entend la façon d'être permanente d'un système politique qui n'est pas organisé sur deux partis ou deux "pôles" alternativement au pouvoir par l'effet exclusif du résultat électoral, à chaque fois favorable à l'un ou à l'autre mais capable de composer des majorités et des gouvernements seulement en ramassant des consensus de plusieurs parties, à droite et à gauche". Cité de E. ROTELLI, "Una democrazia per gli Italiani", Anabasi, Milano, 1993, p. 72. (Nous traduisons).

14 La "particratie consociative" signifie que les partis détiennent le pouvoir et sont "associés" entre eux plutôt que d'être opposés. Dans un système de "consociation" écrit G. FERRARA dans le "Corriere della Sera" du 25/04/1994, "le gouvernement et l'opposition sont divisés dans les rôles parlementaires mais unis dans la gestion du pouvoir". (Nous traduisons).

que les communistes ont passé toutes ces années dans l'opposition<sup>15</sup>. En 1978, ils ne participèrent pas au quatrième gouvernement Andreotti à cause du veto américain. Toutefois, ce veto n'empêcha pas leur entrée dans cette "domination partitocratique qui gouverne l'Italie depuis presque vingt ans"<sup>16</sup>. Les communistes n'ont pas eu de ministères mais ils se sont partagés les secteurs de la vie publique et privée sur lesquels les partis avaient la main: de la télévision à l'université, des entreprises d'Etat aux sociétés communales. Tous les partis -et c'est le plus grand mal pour la santé du pays note Romano- se sont tacitement mis d'accord et ont transformé les lois de la sélection et du mérite par des considérations clientélares et électorales. Ils ont administré le pays comme un bien privé qu'ils pouvaient utiliser à leur gré. Ils ont transformé les ministères en fiefs et les citoyens en clients. Ils ont privatisé leur pouvoir et commercialisé les services de l'Etat. Les dommages subis par l'Etat ne se mesurent pas en faisant la somme des "tangenti" perçues mais en analysant les déformations que le système de la "démocratie consociative" a infligées à l'économie. Bien plus grave, selon Romano, que la "taxe politique" imposée par les partis aux entreprises, est le fait que le choix d'un architecte, d'un commissaire ou d'un recteur dépende d'une comptabilité politique (faveurs contre loyauté) sans aucun rapport avec les intérêts du pays. Dans cette "démocratie consociative", le vieux P.C.I. n'a pas joué le rôle de l'opposition mais tout au plus celui d'allié minoritaire.

Les deux coups d'accélérateurs dans la progressive dégénérescence de l'Etat italien furent le centre-gauche<sup>17</sup> en 1963 et la "solidarité nationale" en 1976. Au plus le régime créé par la D.C. s'élargissait pour faire place à de nouveaux alliés, au plus il fallait étendre l'aire des bénéficiaires dans l'Etat, dans le para-étatique, dans les institutions culturelles et dans les entreprises municipales. Le mot "pluralisme" à partir du compromis historique de 1973 signifiait simplement que chaque nomination aux sommets étatique et économique devait tenir compte de la part de participation de chaque parti<sup>18</sup>.

Le résultat de cette mainmise des partis sur l'Etat fut une combinaison de stabilité et d'instabilité. Les gouvernements changeaient en moyenne tous les 11 mois (on en compte 54 du Gouvernement Parri de 1945 au Gouvernement Dini de 1995) parce que chaque parti de la coalition et chaque courant du parti dominant pouvaient réclamer à tout instant un ajustement des parts de pouvoir. Tou-

15 P. MELOGRANI, *op. cit.*, p. 56, explique ainsi cette même réalité: "de fait, il advint que toutes les lois furent contractées entre le P.C.I. et les majorités de gouvernement. Le P.C.I. gouverna dans de grandes communes et dans beaucoup de régions. Il pénétra dans plusieurs holdings publics. Il eut ses membres à la Cour Constitutionnelle et au Conseil supérieur de la magistrature. Il conquit les sympathies de nombreux magistrats. Il exerça un grand contrôle sur le monde de la culture et de l'information à travers la Rai, les journaux, les universités, les maisons d'édition". (Nous traduisons).

16 S. ROMANO, *op. cit.*, p. 15.

17 Avec le terme "centre-gauche", on indique la coalition de gouvernement quadripartite -D.C., P.S.I., P.S.D.I., P.R.I.- née en 1963 et destinée à durer presque 30 ans (sauf durant la septième législature). Dans les années 80s, le P.L.I. s'associe aux quatre autres pour former les fameux gouvernements pentapartis.

18 Il s'agit de la "lottizzazione" que J. LAPALOMBARA, *op. cit.*, p. 99, définit ainsi: "c'est un système qui attribue les responsabilités et toute chose de valeur aux principaux partis politiques en fonction de leurs scores électoraux".

O. DUHAMEL dans "Les Démocraties", Seuil, Paris, 1993, p. 115 parle de "patronage politique généralisé, en vertu duquel les postes de toute nature (industrie, médias, banques, universités, etc.) sont partagés entre les partis en fonction de leur poids électoral et de leur position dans le système d'alliances".



tefois, les ministres étaient en général les mêmes et le pouvoir réel était ailleurs : dans les partis et dans les grands fiefs provinciaux.

La stabilité de la vie politique italienne ne se mesure pas à la durée des gouvernements mais à celle des présidents des partis majeurs : à la D.C., Fanfani de 1954 à 1959, Moro de 1959 à 1964, Rumor de 1964 à 1969 et De Mita de 1982 à 1989. Berlinguer fut secrétaire du P.C.I. de 1972 à 1984 et Craxi du P.S.I. de 1976 à 1993. Pendant plusieurs années, le système politique italien oscilla ainsi entre deux extrêmes également inacceptables : la dictature des secrétaires de parti d'un côté et l'anarchie des différentes tendances de l'autre.

Les causes de la "révolution" italienne sont doubles selon S. Romano. D'abord, l'emploi improductif et clientélaire de l'argent public a brusquement freiné la modernisation du pays dans une phase dans laquelle la plupart des démocraties occidentales profitaient de la bonne conjoncture pour rénover leur appareil productif et administratif. "La crise est avant tout le résultat d'une occasion manquée". Dans la seconde moitié des années 80, le P.N.B. italien a connu des augmentations supérieures à la moyenne communautaire et a dépassé en 1986 celui de la Grande-Bretagne. L'Italie se plaçait à la cinquième place parmi les puissances industrielles occidentales. Mais la plus grande partie du revenu produit par le pays a surtout alimenté les structures assistentialistes, bureaucratiques et clientélares et s'est répandue en "tangenti". Plutôt que d'être employée pour la modernisation du pays, l'épargne des Italiens a été utilisée pour garder en vie une économie dispendieuse, fictive et parasitaire. Alors que la qualité des services étatiques, poursuit Romano, avait fortement contribué, par le passé, à l'élévation des citoyens et à l'unité de la nation, de même, son déclin a exaspéré les différences entre les régions, a creusé un nouveau fossé entre le nord et le sud et a créé une "question septentrionale".

La seconde cause de la crise italienne est, selon Romano, le Traité de Maastricht. Entre 1991 et 1992, la perspective de l'Union Économique et Monétaire (UEM) et les critères d'orthodoxie économico-monnaire fixés par les négociateurs du Traité créèrent, dans de larges secteurs de la meilleure classe dirigeante, la conscience que le pays n'était plus à même de rester en Europe. Le Traité eut pour effet de mettre en lumière le problème du déficit (10% du P.I.B.) et de la dette publique (110% du P.I.B.); ces deux paramètres devant être respectivement pour le Traité de 3 et de 60% du P.I.B., l'Italie, dans ces conditions et avec ce régime politique, n'aurait pu entrer dans l'UEM, ni en 1997, ni en 1999.

Dans ce cas aussi, la crise eut pour résultat la division du pays. Si l'Italie restait hors de l'Union ou était obligée de la suivre de loin, les régions dotées de nombreux liens économiques et culturels avec l'Europe centrale et occidentale en souffriraient particulièrement. Pour celles-ci, plus que pour le sud, ce qui est en jeu, c'est davantage que la prospérité : la "citoyenneté". Elles peuvent être "européennes" mais elles risquent d'être "méditerranéennes".

Le drame italien au début des années 90 est, selon Romano, que la dégénérescence du régime a mis en lumière l'existence d'Italies différentes, que sa crise a accru leur distance et que la solution de la crise risque d'accentuer leurs diversités. La crise de l'Etat s'est rapidement transformée en crise de la Nation. Il ne suffit donc pas de réformer le système politique, encore faut-il redonner aux Italiens le sentiment de leur unité et solidarité.

L'historien et ancien député du P.D.S., M.L. Salvadori<sup>19</sup>, observe que l'histoire de l'Etat national italien, de ses origines à aujourd'hui, a été caractérisée par la

19 M.L. SALVADORI, "Storia d'Italia e crisi di regime", Il Mulino, Bologna, 1994.

succession de trois types de régime: le libéral monarchique, le fasciste et le démocrate républicain qui sont tous nés d'une profonde rupture des formes de gouvernement précédentes. Les différentes crises allaient en même temps déterminer la fin d'une forme d'Etat et en refonder une autre, différente.

De ce point de vue, l'histoire italienne apparaît marquée par des moments de forte discontinuité. Cette discontinuité a, à chacun de ces moments historiques (passage des Etats régionaux à l'Etat libéral unitaire, du régime libéral au régime fasciste et de ce dernier au régime démocrate républicain), assumé une nature de "violence politique (guerres civiles lorsque les régimes passaient d'une forme à une autre) et de traumatisme institutionnel"<sup>20</sup>. Même quand un régime était victorieux, la violence subsistait sous la forme de "guerre idéologique"; celle-ci constitue une manifestation typique de l'opposition frontale qui existait entre les principales forces de gouvernement ou "forces d'Etat" et les principales forces d'opposition ou "forces d'anti-Etat". Cette idée de "guerre idéologique" -note Salvadori- allait rendre, aux yeux des régimes politiques rigides et bloqués, toute alternative de gouvernement impossible puisqu'elle constituait une menace intolérable pour les institutions. De ce fait même, l'Italie, dans les trois régimes qui se sont succédés, fut frappée d'une anomalie qui n'existe dans aucun autre Etat d'Europe Occidentale: le manque d'alternative de gouvernement.

Cela eut pour effet la "surposition et l'écrasement de l'Etat sur le gouvernement; pour cette raison, les forces de gouvernement ont fini par se représenter comme "Etat" et les forces d'opposition comme "anti-Etat"<sup>21</sup>.

Cette rigidité des systèmes politiques, outre l'"écrasement" de l'Etat sur le gouvernement, eut deux conséquences: les blocs de pouvoir allaient réagir aux exigences de changement en élargissant leur aire de consensus: c'est le transformisme<sup>22</sup> de Depretis, le giolittisme avec ses ouvertures aux socialistes réformistes et aux catholiques modérés ("blocs nationaux"), le centre-gauche et la solidarité nationale.

La seconde conséquence advient lorsque les élargissements "transformistes" ou "consociatifs" ne sont plus à même de garantir et de sauver le bloc de pouvoir dominant. Dès lors, les systèmes politiques "structurellement bloqués" vont entrer dans des phases de crise organique et traumatique: c'est ce qui est arrivé en 1919-22, en 1943-45 et au début des années 90 avec la tombée du communisme international qui a fortement contribué à mettre fin au P.C.I., l'émergence de la Ligue, l'explosion de "Tangentopoli", l'effondrement du P.S.I. et de la D.C. et la rupture des équilibres qui avaient jusque là régi le rapport entre système de gouvernement et monde des affaires.

Il n'y a jamais eu en Italie (et c'est ce qui la rapproche de la Russie-U.R.S.S.) d'alternative de gouvernement qui ne soit pas déterminée par un changement de régime. Le rapport entre ceux qui contrôlent l'Etat et l'opposition a un caractère de "negazione"<sup>23</sup>: les gouvernants ne reconnaissent pas la légitimité de

20 Idem, p. 19.

21 Idem, p. 20.

22 M.I. SALVADORI, op. cit., p. 29, définit le transformisme comme "ce qui fait converger au centre les forces de la droite et de la gauche modérées, en les détachant de la droite et de la gauche extrêmes et en empêchant ainsi la formation d'alternative de gouvernement interne au système". (Nous traduisons).

23 C'est pour cette raison que les oppositions ont tant fait référence au concept de "révolution" (socialiste, méridionale, démocratique, anti-fasciste). Les classes dirigeantes aussi ont profité de ce concept pour apeurer les masses et pour pouvoir mettre en oeuvre les politiques "contre-révolutionnaires".

l'opposition anti-système et cette dernière ne reconnaît pas l'Etat, considéré comme "propriété" de la classe dirigeante.

Il s'ensuit une guerre éthico-politique, une "guerre idéologique" permanente. Celle-ci a commencé, note Salvadori, dès le Risorgimento entre la tendance modérée-monarchique et la démocrate-républicaine. La classe libérale dirigeante devait faire face aux forces "anti-Etat" incarnées dans le brigandage méridional, l'opposition catholique qui niait la légitimité de l'Etat, usurpateur des droits de l'Eglise et la gauche radicale, d'abord anarchique, puis socialiste.

Plus tard, la démocratisation politique, qui trouva sa pleine expression dans les élections de 1919, fit exploser une guerre civile politico-idéologique qui déboucha sur l'écroulement de l'Etat libéral. Avec les catholiques et les socialistes, d'avantage dans une situation de "conflictualité réciproque paralysante" que de "compétition", il y eut une alternative mais qui, plutôt que d'avoir lieu dans les limites du cadre institutionnel, fut une alternative autoritaire de régime.

Salvadori souligne quatre caractéristiques essentielles de continuité entre les régimes libéral et fasciste: "l'identification de la classe dirigeante avec l'Etat; le rôle mono-oligopolistique des forces de gouvernement; le caractère anti-étatique des forces d'opposition; la nécessaire conséquence qu'un futur renouvellement de la classe politique et donc une alternative de gouvernement puisse advenir seulement suite à une crise structurelle du gouvernement, du régime et de l'Etat"<sup>24</sup>.

Entre 1923 et 1943, le rapport entre fascistes et antifascistes repropo- sait le contraste entre Etat et anti-Etat mais dans la forme extrême d'un conflit entre les forces du pouvoir et les forces obligées à l'illégalité. De même que durant la période libérale, les forces de l'anti-Etat se présentaient -du point de vue des valeurs, des cultures politiques, des bases sociales de référence et de la finalité du gouvernement- âprement divisées.

Une fois le fascisme abattu, les forces de l'antifascisme, les unes au gouvernement et les autres à l'opposition, repropo- sèrent inévitablement le rapport entre Etat et anti-Etat. Les forces de gouvernement (D.C. et ses alliés) reprirent une position de contrôle mono-oligopolistique du pouvoir et les forces d'opposition (P.C.I. et ses alliés) se mirent dans une position "bloquée"<sup>25</sup> qui ne leur permettait pas d'accéder au pouvoir (lorsque la phase de l'unité antifasciste de 1945 à 1947 fut terminée).

Seulement à partir de la moitié des années 70, avec, d'un côté, le choix de l'"euro-communisme" par le P.C.I. et, de l'autre, la reconnaissance du P.C.I. par la D.C. d'A. Moro (mais pas des Etats-Unis), le processus de "normalisation" démocratique devenait envisageable. Mais la persistance de l'impossibilité d'une alternative de gouvernement (justement, de cette "normalisation"<sup>26</sup> du système politique italien) fit que les partis gouvernementaux et le principal parti d'opposition élaborèrent une politique d'association, de convergence décisionnelle, de répartition consensuelle des ressources et des charges publiques. Ce sera le fameux "consociativisme"<sup>27</sup>.

24 M.L. SALVADORI, *op.cit.*, p. 57.

25 Bien que ne violant pas l'ordre légal et institutionnel de la République, les communistes ne le reconnaissaient pas. Pour eux, l'Etat bourgeois et ses institutions devaient être dépassés. S'ils les acceptaient, c'était seulement de manière transitoire et comme moyen pour passer de la démocratie "formelle" (libérale) à celle "substantielle" (socialiste).

26 Cette "normalisation" n'était possible, ni pour la D.C. qui voulait garder son propre pouvoir, ni pour le P.C.I. qui ne l'avait pas inscrite dans sa culture politique, ni pour le système international en place qui ne l'aurait pas acceptée.

27 Ce consociativisme fait que les gouvernements dégénèrent faute d'opposition.

Les élections n'eurent pas dans l'Italie républicaine un caractère "normal". Elles furent toujours "exceptionnelles" dans le sens qu'elles ne se traduisirent jamais par une compétition entre forces de gouvernement et forces d'opposition également légitimées à gouverner, mais bien par un choix entre Ouest et Est, entre monde libre et monde communiste, entre démocratie et dictature. A cela il faut ajouter qu'une victoire du P.C.I. n'aurait jamais été acceptée, ni par la D.C., ni par les Etats-Unis, ce qui eut une influence directe sur les choix électoraux. Dans ce sens, l'Italie fut le pays occidental qui a le plus ressenti la division bipolaire du monde, avec une D.C. érigée en bouclier interne de l'Occident et un P.C.I. (le plus fort du monde capitaliste) érigé comme levier de la transformation socialiste.

Le système politique italien était lié au système international et même tellement "structurellement marqué", qu'il en devenait subalterne. Une telle relation entre système interne et système international ne pouvait disparaître que par la transformation du P.C.I. et son détachement du monde communiste ou par la transformation du système international ou encore par les deux conditions réunies. C'est ce qui arrivera effectivement avec la chute de l'Empire Soviétique et la transformation du P.C.I. en P.D.S. en 1991.

Le premier effet sur le système politique italien fut de retirer le caractère d'"eccellenza" qui frappait jusque là les compétitions électorales. Les votes -donnés aux partis gouvernementaux et tout d'abord à la D.C., non pas par choix "positif" mais bien "négatif" (par aversion envers le communisme)- se trouvent tout d'un coup "libérés" et disponibles pour des "vrais" choix.

On verra alors apparaître une situation paradoxale: la chute du communisme international et son inévitable répercussion sur le P.C.I.-P.D.S. allait désavantager au maximum les partis qui avaient été les adversaires historiques du P.C.I.

C'est dans cette situation que vont naître la Ligue et la Rete. M. Salvadori nous livre une réflexion sur la Ligue: elle veut créer un nouveau régime; et pour atteindre cet objectif, elle s'appuie sur une formule idéologique basée sur la critique radicale du régime de la Première République.

Quand, en si peu d'années, un sujet politique aussi important que le P.C.I. disparaît et se transforme en un nouveau parti, que l'action de la magistrature porte au barreau une entière classe politique et une grande part de la classe socialement dirigeante, que le P.S.I. s'écroule et la D.C. chute tandis que les partis mineurs qui les entouraient n'existent plus, qu'une force comme la Ligue s'opposant à tous naît et que de nouvelles Alliances, Démocrate-Progressiste d'un côté et Nationale de l'autre, sont créées, alors, on peut dire avec Salvadori que la Première République est bien finie.

L'analyste politique A. Sofri<sup>28</sup> explique que, grâce à la Ligue Nord, le débat fédéraliste en Italie est aujourd'hui de nouveau au centre des préoccupations. Ce n'est plus comme dans le passé le sud qui réclame le fédéralisme mais bien le nord développé, suspecté jusqu'hier d'annexionisme.

Les deux grands partis nationaux (substantiellement centralistes), le démocrate-chrétien et le communiste, tiraient leur force de valeurs universelles auxquelles ils faisaient référence: la doctrine catholique pour le premier et la foi communiste pour l'autre.

La fin du communisme a bouleversé ce "terreau" du bipartisme (imparfait) italien. Il fallait maintenant mériter les votes et s'enraciner localement avec des raisons, des personnes et des symboles beaucoup plus locaux. Tous les partis de-

28 A. SOFRI, "L'Italia in frantumi", Biblioteca dell'immagine, Pordenone, 1993.

vaient se transformer en autant de ligues, de programmes, de langages, de méthodes et de personnes différents, mais dans un rapport inversé avec leurs réalités locales. Quand ils ne le faisaient pas, note Sofri, ils étaient bouleversés ou remodelés de fait par la force des choses.

Au milieu de l'année 1993 (influencée aussi par l'effet de la loi sur l'élection des maires), la transformation des partis nationaux en partis régionaux est presque établie et dessine "une géographie provisoire de l'ancienne Italie bipartite dans les trois Italies majeures: celle du Nord, à majorité léghiste, celle du Centre à majorité du P.D.S. et celle du Sud à majorité encore à adjuger"<sup>29</sup>. Moins de deux ans plus tard, après l'intermède Berlusconi et le début de la division bipolaire de l'Italie, vu les résultats des élections régionales du 25 avril et du 7 mai 1995, l'affirmation de Sofri paraît erronée. L'Italie est partagée entre le centre-droit (Forza Italia, A.N. et les Populaires de Buttiglione) vainqueur en Lombardie, Piémont, Vénétie, Campanie, Pouilles et Calabre, et le centre-gauche qui gagne en Ligurie, Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Latium, Abruzzes, Molise et Basilicata<sup>30</sup>. La Ligue, séparée du Pôle des Libertés obtient 6,6% des voix contre 8,4 aux élections législatives de mars 1994.

Sofri remarque combien cette révolution italienne est curieuse: sans agents sociaux, avec une classe dirigeante décapitée mais sans une classe opprimée prête à reprendre le flambeau du pouvoir. De plus, cette étrange variante de révolution a une variante bizarre de "double pouvoir". Il n'y a pas de dépassement révolutionnaire sans l'instauration d'un dualisme de pouvoir qui s'achèvera finalement par la victoire d'une partie. A. Sofri voit dans l'actuelle Italie un régime de double pouvoir qui a, d'un côté, le gouvernement et, de l'autre, les magistrats enquêteurs de Milan. Ce dualisme de pouvoir se présente sous la forme classique d'un équilibre instable, mais sans possibilité de conciliation et de résolution, dans lequel un pôle -celui conduit par la magistrature de Milan- a l'initiative et la capacité de veto sur toute mesure que voudrait prendre la partie adverse (le gouvernement, et de manière plus subordonnée, le parlement et la présidence de la République). On s'imagine difficilement -note Sofri- que même à "révolution stabilisée" (avec un nouveau parlement par exemple), la magistrature reprenne ses tâches normales en abandonnant ses pouvoirs de veto et de contrôle conquis au nom de la légalité publique, et que d'autre part, on puisse revenir d'une rupture entre le nord léghiste et le sud du P.D.S., du M.S.I. et de la D.C. renouvelée. Il faut souligner l'aspect géographique entre les magistrats de Milan et les politiciens de Rome.

Cette situation inverse la première sensation suscitée par l'enquête de Tangentopoli qui faisait tomber Milan dans la disgrâce.

Ainsi, il semblait que toutes les capitales d'Italie se ressemblaient: Palerme perdait ses juges symboles dans d'horribles attentats; Rome représentait les partis délégitimés et corrompus et Milan était rebaptisée "capitale des Tangenti".

Personne, explique Sofri, ne voyait le lien entre l'ascension de la Ligue et les enquêtes milanaises. Au contraire, certains politiciens du reste de l'Italie pensaient que l'incrimination de Milan aurait entraîné avec elle le dénigrement de la Ligue Nord et de sa prétendue honnêteté et supériorité padaine. Personne ne s'était rendu compte que l'immense succès de la Ligue Nord constituait la source principale d'autorisation et de stimulant des magistrats. Cette initiative visait à frapper Craxi dans son fief milanais et à détruire ses méthodes de brigandage. Mais il

29 Idem, p. 13.

30 Le rassemblement de la gauche -du P.D.S. aux Populaires de Bianco- autour de l'olivier de R. Prodi s'est donc avéré payant.

fallait une "notitia criminis" pour que l'enquête démarre; elle arriva avec l'arrestation de M. Chiesa<sup>31</sup> qui avait touché 7 millions de lires de pots-de-vin. Et surtout, il fallait ce que les magistrats ont eux-mêmes admis: "un changement du climat politique et le consentement des gens." De ce "mutato clima politico", l'ascension de la Ligue fut le facteur prédominant<sup>32</sup>, plus important même, pour Sofri, que la fin du communisme et les référendums de Giannini et Segni.

Avec la Ligue, le pouvoir revient aux provinciaux, quitte à considérer la Lombardie et Milan comme une petite Province.

La combinaison entre le pool "milanais" de Tangentopoli et le triomphe de la Ligue Nord comme premier parti au nord et à Milan a montré l'opposition entre le "vieux et le nouveau", entre deux capitales: Milan et Rome. Selon Sofri, cette séparation entre les deux capitales et les deux majorités est un fait accompli qui ne pourra même pas être réparé par un nouveau Parlement relégitimé.

La rapide dissolution d'une grande partie de la base politique est typique, selon les politologues L. Ornaghi et V.E. Parsi<sup>33</sup>, des situations de régime au terme d'un processus de changement. Quand la violence n'est pas le principal stigmate du changement, en général, il suffit d'attaquer frontalement les plus importants détenteurs du pouvoir pour que le processus de délégitimation du vieux régime puisse se conclure.

Les auteurs sont frappés par le fait que le changement est interprété comme une victoire sur la politique. Ceci signifie qu'il n'y a pas d'élite pour conduire ou pour saisir le changement.

En Italie, notent Ornaghi et Parsi, la nécessité d'une nouvelle "classe dirigeante" est invoquée. L'opposition entre une "chaste société civile" et une "politique mère de tous les maux" est une erreur pour trouver une nouvelle élite.

La représentation a constitué l'instrument avec lequel une société désarticulée a fini par s'agréger et grâce auquel les partis ont pu occulter leur rapide remplacement de la politique. D'une telle substitution découle "ce diffus processus de déresponsabilisation" dont les conséquences les plus graves ont été, d'un côté, le fait d'avoir "vidé" les élites fragiles du pays et, de l'autre, d'avoir empêché l'émergence d'élites nouvelles et plus valides.

Pour Ornaghi et Parsi, ce n'est pas la démocratie qui est en train d'agoniser mais bien sa copie, son "simulacre", qui a substitué le parti au citoyen. "En réalité, plutôt que d'être constitué par la démocratie "des" partis, ce simulacre s'est identifié à la démocratie "pour" les partis"<sup>34</sup>. La démocratie "des" partis désigne un type particulier de démocratie dans lequel les partis sont les instruments autour desquels on recueille le consensus. Alors que dans la démocratie "pour" les partis, ces derniers sont les vrais sujets et titulaires du système démocratique et donc, non plus agents politiques dont la seule raison d'être est de consentir plus d'efficacité à la souveraineté des citoyens, mais bien comme étant eux-mêmes souverains.

Selon les auteurs, la "démocratie bloquée", qui a caractérisé l'Italie si longtemps, est la conséquence directe de cette "démocratie pour les partis". Ce n'est pas l'irréalisation d'une alternance effective (entre un pôle conservateur et un pôle progressiste) qui a bloqué la démocratie italienne. Ceci, en effet, n'est que

31 Mario Chiesa était un responsable socialiste directeur d'une maison de retraite. Il fut arrêté à Milan le 17/02/1992.

32 A. SOFRI, op. cit., p. 17.

33 L. ORNAGHI, V.E. PARSİ, "La virtù dei migliori", Il Mulino, Bologna, 1994.

34 Idem, p. 89.



l'épiphénomène d'un blocage beaucoup plus consistant: "celui que le système des partis a placé autour et en tutelle du système politique afin que rien, ni personne ne puisse mettre sérieusement en discussion les positions de pouvoir et de pouvoir subalterne"<sup>35</sup>.

Ornaghi et Parsi montrent aussi le grand mérite de la Ligue de Bossi: elle a mis en lumière que, sous l'apparent affrontement politique, idéologique et personnel des principaux acteurs politiques (Craxi, Andreotti, De Mita, Occhetto,...), se cachait en réalité une entente parfaite sur l'idée que la société et le marché devaient être soumis aux raisons de la politique et du pouvoir des partis.

Selon les auteurs, la nécessité du changement vient du fait que "dans la société quelque chose a déjà changé" et qu'il existe un écart (surtout culturel) entre les élites et la société. Cet écart provient de l'existence de la démocratie consociative, dans laquelle le personnel de l'élite considère sa propre position acquise et où le rechange entre élites et dans l'élite diminue. Ainsi, alors que la démocratie consociative naît comme réponse à un conflit dans le corps social<sup>36</sup>, elle va accentuer les fractures présentes dans la société et va exaspérer la séparation entre celle-ci et la classe politique. En d'autres termes, la démocratie consociative, née pour répondre à la nécessité de tenir ensemble des "diversités" difficilement conciliables, finit par les accentuer et, surtout, par générer une sorte d'unité de destin pour les élites politiques originaires rivales. L'élite perd alors le contact, aussi bien avec les fractions de société dont elle était l'expression, qu'avec ses valeurs de référence (pour sauver d'autres valeurs qui soutiennent la démocratie consociative).

Les auteurs montrent comment le 48' et le 68' représentent les deux "tremplins" au consociativisme<sup>37</sup>. Dans les deux cas, les deux principales élites politiques renoncent à la possibilité de se vaincre définitivement, en se battant sur le "terreno alto" d'une politique comprise comme "lutte autour des règles et des valeurs et leur guerre de position cède toujours plus le pas à un long armistice d'abord, à un "condominio" ensuite. Le résultat est une politique "basse" dépourvue de poussées idéales, disponible au compromis et adroite pour déplacer l'attention et la confrontation sur le terrain de l'inefficacité des règles des autres; assez réfractaire, par contre, à rechercher de nouvelles règles"<sup>38</sup>.

Les deux élites renoncent à l'affrontement pour faire obtenir à leur parti la présidence du Conseil, une Usl, une chaîne de télévision ou quelques fauteuils de banques ou de sociétés publiques.

La société italienne devient, d'un côté, excessivement "politisée" et de l'autre, absolument "dépolitisée", si, par le premier terme, l'on entend le degré élevé de diffusion du personnel politique à l'intérieur de la société et, par le second, le

35 Idem, p. 91.

36 "Quand le conflit social n'est pas accepté comme un avènement rationnellement réglable, mais bien comme une contraposition sourde, étrangère à toute convention raisonnable, le seul changement imaginable se perçoit comme une rupture des modalités radicales et éventuellement violentes. Le consociativisme grandit là où il n'existe ni une tradition, ni une gestion "froide" du conflit". Cité de L. ORNAGHI, V.E. PARSI, op. cit., p. 50. (Nous traduisons).

37 "Avec le terme "consociativisme", on comprend une gestion de la chose publique partagée par les forces politiques qui ont des positions idéales différentes ou même opposées mais qui coopèrent néanmoins pour l'intérêt général de la nation". Cité de S. COLARIZI, "Storia dei partiti nell'Italia repubblicana", Laterza, Roma, 1994, p. 715. (Nous traduisons).

38 L. ORNAGHI, V.E. PARSI, op. cit., p. 78.

désolant vide des propositions politiques en termes d'idéalité et de valeurs. Ces deux réalités, "d'abaissement de la politique" et de "politisation de la société", ont cohabité en Italie. Les auteurs spécifient que c'est la faiblesse de la société et son incapacité à opposer d'autres modèles politiques aux modèles dominants qui ont fait préférer la voie de la complicité plutôt que celle de l'opposition.

La société italienne a été caractérisée pendant longtemps, et bien plus que toutes les autres sociétés démocratiques, par une incohérence entre les valeurs érigées par le système politique et les comportements collectifs et individuels. Ornaghi et Parsi en donnent un exemple: si l'honnêteté "héroïque" était certainement proclamée parmi ces valeurs, en même temps, on considérait comme inévitablement physiologiques ces actions qui étaient malhonnêtes, même selon une acception "minime" de l'honnêteté. L'incohérence entre valeur et comportement venait réduite à travers l'adéquation vers le bas, c'est-à-dire en rapprochant la première du second et non pas le contraire.

Le milieu politique a renforcé une telle situation en récompensant (ou en tout cas en ne punissant pas) toute une série de comportements qui, du côté des valeurs, étaient proclamés déviants.

La nécessité de nouvelles élites est si forte aujourd'hui en Italie, non pas seulement parce que les démocraties dépendent du leadership plus que n'en dépendent les formes autoritaires de régime, mais surtout pour satisfaire la nouvelle demande de politique et de démocratie de la part des citoyens.

Le succès d'une élite, relèvent les auteurs, dépend de deux facteurs: d'abord, de sa capacité de contrôle sur l'événement "externe" que constitue le changement; ensuite, de sa capacité à garder sa propre identité (facteur "interne"). Pour qu'on puisse parler d'identité, il faut que celle-ci soit partagée par les membres de l'élite mais aussi qu'elle soit attribuable à l'élite par ceux qui n'en font pas partie (l'élite doit être reconnue comme telle par la société).

Les valeurs jouent un rôle primordial dans l'identité d'une élite. A travers ces valeurs, reconnues comme déterminantes et irrenonçables par les membres de l'élite, advient l'auto-identification de cette dernière. Mais il faut aussi que, par le biais de ces valeurs, se réalise l'identification de l'élite par les autres (la société). En d'autres termes, il est indispensable qu'il y ait coïncidence entre les valeurs de la classe politique et les valeurs de la société pour que la classe politique puisse être identifiée comme élite de la société.

Ainsi, en Italie, tant que la "lottizzazione" (répartition des charges publiques par les partis) était acceptée par la société<sup>39</sup>, la classe politique italienne restait légitimée. Mais à partir du moment où la "lottizzazione" devient "disvalore" et est contestée frontalement et avec insistance par la société, alors, la classe politique cesse d'être considérée comme élite de la société et entre en crise<sup>40</sup>.

Quand l'élite est rigide face au changement (comme l'était l'élite italienne), un nombre toujours plus élevé de valeurs constitutives de l'identité de l'élite dominante est attaqué de façon toujours plus forte et violente. Cela risque même de toucher des valeurs qui ne sont pas réellement celles de l'élite déclinante mais

39 Selon les auteurs, cette "lottizzazione" constituait une exigence pour la société. Celle-ci se manifestait dans la volonté de voir s'arrêter l'hégémonie de la D.C. et de sa gestion monopolistique des places publiques.

40 Ornaghi et Parsi ajoutent que les valeurs de l'élite, non seulement doivent être partagées par la majorité de la société, mais aussi qu'elles ne peuvent pas s'opposer au "bien commun", ce qui se passait en Italie, lorsque chaque parti poursuivait son intérêt propre.

qui sont récupérées et employées par elle comme dernier bouclier. Assez souvent, disent les auteurs -et c'est ce qui se passe en Italie avec les concepts de Patrie et d'Unité Nationale- il s'agit de la pire chose que puisse faire l'élite politique contre la Nation.

Trois événements -la désagrégation du vieil équilibre international, l'émergence de forces et positions politiques "radicales" et l'action de la magistrature- ont donné naissance à un fait nouveau (il faut remonter aux années 43-45 pour en trouver un analogue): l'Italie découvre qu'il est possible d'attaquer ce milieu "politique" et de réduire ainsi l'incohérence entre comportements et valeurs, la vertu redevenant une qualité recherchée.

Selon Ornaghi et Parsi, cette nouveauté redonne aujourd'hui son importance à une valeur qui a, depuis trop longtemps, disparu de l'horizon éthique de l'Italie: la valeur de l'individu et de sa responsabilité. On comprend alors mieux pourquoi le "changement" a démarré et grandi en Italie en l'absence d'élite. Les auteurs remarquent bien qu'il était impossible que les élites politiques, sociales et intellectuelles qui ont grandi hors de l'affirmation de la valeur de l'individu se proposent de guider le changement.

Les élites qui sauront "saisir le changement" sont celles qui, en premier lieu, poseront l'individu au centre de la politique, en lui offrant ainsi la chance de construire, à la place de la démocratie "pour" les partis, une démocratie "pour" le citoyen.

Beaucoup de facteurs expliquent donc l'anéantissement du système politique italien en place depuis presque 50 ans.

La fin du communisme international (et du P.C.I. en particulier), les révélations de l'opération Mains Propres ainsi que la laïcisation de la société italienne bien mise en évidence par Ricolfi, sont les principales causes de l'écroulement de la D.C.

L'émergence de la Ligue Nord, opposée à tous les partis, a contribué selon Sofri, à donner plus de pouvoir aux juges de Milan et à discréditer la classe politique traditionnelle.

Romano et Salvadori montrent clairement dans leur approche historique la "banalité" (comme en 1859, 1922 et 1943) de cette crise italienne. L'absence d'alternative pacifique et la "guerre idéologique" entre partis fait que tout changement dans la politique italienne implique une fin de régime.

La délégitimation de l'"élite", relevée avec justesse par Ornaghi et Parsi, est due au changement de "valeurs" des citoyens. Les politiciens s'écroulent par la non-reconnaissance de leurs électeurs.

En entremêlant les phénomènes internationaux, sociologiques, religieux, historiques, culturels et moraux qui ont touché la société italienne et son élite politique ces cinq dernières années, nous parvenons finalement à comprendre la réalité profonde de la crise politique italienne.

**Summary: The crisis of the Italian political system according to national socio-political observers".**

*In the last five years, the Italian political system registered its most important crisis. All parties, existing since the second world war, disappeared or were greatly transformed.*

*The main purpose of this article is to analyse the deepest causes of the first Italian republic's collapse, following some specific interpretations of Italian political observers.*

*L. Ricolfi bases his theory on the emergence of "Lega" and the return of laïque culture in Italy. The old christian democratic and communist parties will suffer the most from these changes.*

*A. Sofri emphasizes the identity of northern regionalism between the "Lega" and the "Pool of Milan" ("Clean hands operation"). A real opposition emerges between the judges of Milan and the politicians of Rome.*

*S. Romano and M.L. Salvadori prefer the historical approach: for them, the events of 1990-1994 are very similar to what happened in 1922-1926 and in 1943-1945. The absence of a pacific alternative and the "ideological war" among political forces produce the effect that every change in Italian politics implies an end of regime.*

*L. Ornaghi and V.E. Parsi deal with the "values" of citizens which, very often, do not correspond to the values of old politicians. For them, a democracy for the political parties -as structured in the last 45 years- must give priority to a democracy for the citizens.*